

Longo maï, un projet écologique ?

Caroline Meijers

Partant d'une critique du capitalisme et visant un changement social, Longo maï, fondé en 1973, était alors très méfiant vis-à-vis de la mouvance écologiste et des idées de « retour à la terre ». Pourtant, ses coopératives se sont implantées dans des zones rurales, elles cultivent la terre et s'orientent vers l'autosuffisance alimentaire et une production écologique. Quel est donc le rapport entre les luttes politiques du mouvement et son côté « agro-écologique » ? Caroline Meijers, qui vit à Longo maï depuis vingt-cinq ans, estime que ces deux engagements se complètent, car l'anti-capitalisme a inclus dès le départ une réflexion sur une « micro-économie » qui garantisse l'autonomie des producteurs et mette fin à l'exploitation du tiers monde, et c'est une écologie structurelle qui est visée. Mais aujourd'hui, alors que certains « Longo maïens » cherchent à mener ces deux luttes en s'appuyant sur de larges alliances, d'autres misent surtout sur la construction d'une contre-société en marge du système en place.

Un projet de changement social

La « Coopérative Européenne Longo maï » compte aujourd'hui dix coopératives en Europe (plus un village au Costa Rica), où vivent environ deux cents adultes et une centaine d'enfants et d'adolescents¹. À l'origine de ce mouvement, on trouve les groupes Spartakus, de Vienne, et Hydra, de Suisse. Qui étaient ces deux groupes² ?

1. Je tiens à remercier les membres de Longo maï qui m'ont donné des informations ou des suggestions importantes pour cet article : Sissel Brodal, Hannes Reiser et Claude Braun. Je remercie particulièrement Alain Perrinjaquet, du collectif de *Réfractons*, de ses conseils pour la mise en forme du texte.

2. Sur la formation des groupes Spartakus et Hydra, voir : Beatriz Graf, *Longo maï, Révolte et utopie après 68*, trad. de l'allemand par B. Graf, G. Pellisson et G. Chaupin, [s.l.], Thesis Verlag, 2006, p. 13 s. (texte original : *Longo maï – Revolte und Utopie nach '68*, [s.l.], Thesis Verlag, 2005).

Spartakus

En 1968, quelques amis autrichiens fondent une section de jeunes du Parti communiste autrichien, la Section VI. Ils organisent des actions ludiques et originales, notamment pour lutter contre la privatisation des usines ou pour dénoncer la situation scandaleuse régnant dans de nombreux foyers de jeunes; ils réussissent ainsi à lancer un débat public, ou contre la privatisation des usines. En 1970, ils quittent le Parti communiste, qu'ils jugent sclérosé, et créent Spartakus, « organisation de combat de la jeunesse ». Pendant l'assemblée de fondation du mouvement, dans le Land de Styrie, le camp où sont logés les membres de Spartakus est attaqué par des membres du NPD (parti d'extrême droite). « Lorsqu'un peu plus tard Spartakus est accusé d'être une 'annexe de Baader-Meinhof' en Autriche et que l'appartement à Vienne est attaqué à la grenade, le groupe décide de quitter l'Autriche et de rejoindre Hydra à Bâle³. »

Hydra

Dans le sillage de Mai 68, différents mouvements contestataires se forment dans les villes universitaires suisses, notamment à Bâle et à Zurich. Hydra était un de ces mouvements: il travaillait selon des méthodes syndicales traditionnelles pour soutenir les apprentis rencontrant des problèmes avec leurs patrons. Le groupe menait aussi des

3. *Ibid.*, p. 16.

4. Ainsi, Hydra dénonce le slogan raciste de la « surpopulation étrangère » (*Überfremdung*) en proclamant dans une campagne d'affichage: « Le danger, ce n'est pas la surpopulation étrangère, mais la surcrétinisation de la Suisse » (*Nicht die Überfremdung, sondern die Überblödung der Schweiz ist die Gefahr*). Beatriz Graf, *op. cit.*, p. 19.

5. *Ibid.*, p. 17.

actions moins conventionnelles, par exemple, en 1972, contre l'initiative populaire xénophobe dite « Schwarzenbach », qui visait à expulser de nombreux étrangers de Suisse⁴.

Hannes Reiser décrit comme suit la rencontre entre les jeunes Suisses de Hydra et les membres de Spartakus, rencontre qui devait déboucher sur la formation d'un seul groupe:

« À cette époque turbulente, quelques amis de Spartakus de Vienne sont venus à Bâle. Ils faisaient une sorte de « tour d'Europe des endroits où ça bougeait ». Ils ont présenté leurs expériences et leurs actions militantes, qui étaient bien plus attractives et plus proches de nos désirs que les théories dont nous avions parlé les grands leaders étudiants venus d'Allemagne pendant leur pèlerinage en Suisse. Nous nous sommes sentis attirés par ce collectif qui ne séparait pas la vie privée de l'action politique. »⁵

Actions communes

Hydra et Spartakus cherchent à rassembler des jeunes de plusieurs pays lors de grandes rencontres et d'y inviter des gens en lutte. Dans ce but, ils tentent de créer des lieux de rencontre permanents, qu'ils nomment les « Villages pionniers ». Albert décrit ainsi la naissance de ce projet:

« Nous avons suivi de près plusieurs confrontations comme par exemple chez les mineurs du Limbourg, les paysans bretons, la grève des dockers en Angleterre, etc. Nous avons constaté que ces confrontations ne menaient à rien dans l'immédiat. Nous avons commencé à lire les utopistes du XIX^e siècle. Lors d'une discussion, l'idée de Longo mai est née. Nous lisions les utopistes parce que nous voulions trouver de nouvelles



formes de vie commune. Le chômage des jeunes pointait à l'horizon, il y avait de moins en moins de perspectives. Au lieu de monter sur les barricades avec des revendications, nous voulions essayer de réaliser nous-mêmes une forme d'utopie sociale.»⁶

Après les révoltes de 1968 et l'échec des grands mouvements de grèves contre la restructuration de l'économie mentionnés par Albert, on trouvait deux tendances nouvelles parmi les jeunes révoltés: la lutte armée, avec la Fraction armée rouge en Allemagne et les Brigades rouges en Italie, et la tendance affirmant que «la révolution commence par soi-même», qui a abouti au mouvement du «retour à la terre». Les jeunes de Spartakus et de Hydra ont cherché une troisième voie, qu'ils définissent eux-mêmes comme «indépendantiste, autogestionnaire, bref révolutionnaire, quoi». Ils rejetaient la voie de la lutte armée, jugeant qu'elle mènerait surtout à la répression de ceux qui la pratiquent et à la criminalisation des jeunes en général. Ils refusaient aussi la voie du «retour à la

terre», en laquelle ils voyaient l'expression d'une résignation et un prétexte «pour se consacrer intensivement à son propre nombril». La création de coopératives s'est ainsi présentée comme une troisième voie: née du besoin d'avoir des lieux de vie en commun permettant une certaine autonomie dans la réflexion et l'action politique, elle joignait réalisation d'une utopie sociale et création de bases de repli pour des militants engagés dans une contestation politique du système établi.

La fondation de Longo maï

En 1972 se réunissent à Bâle des jeunes venus de dix pays européens. Ils décident de créer des communautés européennes de jeunes. Avec l'aide d'un ami paysan, ils trouvent en 1973 un terrain de trois cents hectares en friche à Limans, en Provence. C'est ce même ami qui a aidé les jeunes citadins dans leurs difficiles débuts dans l'agriculture, le défrichage, la recherche des sources et l'élevage. D'autres gens compétents leur ont enseigné à tailler la pierre et à reconstruire les maisons en ruine en pierres sèches, dans l'ancien style.

À ce moment, les anciens de Hydra et Spartakus pensaient encore créer un mouvement très large en Europe, qui allait attirer des centaines, voire des milliers de jeunes, chômeurs et/ou révoltés, des villes européennes, pour créer ensemble les «Villages pionniers européens». De très nombreux jeunes ont en effet été attirés par la création du premier village pionnier en Provence, mais très peu sont restés, car la terre est quand même très basse et la vie collective très peu confortable pour des jeunes citadins habitués à leur confort et à leur liberté individuelle...

6. *Ibid.*, p. 22.

Les fondateurs de Longo maï face à la question de l'écologie

L'approche des fondateurs de Longo maï n'était pas explicitement écologique, mais surtout politique; en pratique, c'était pourtant une démarche de « retour à la terre », comme de nombreux autres projets post-soixante-huitards. C'est pour se démarquer de ces jeunes qui, eux, appelaient explicitement au « retour à la terre » et qu'ils considéraient comme des « fumeurs de joints planeurs » (la drogue était bannie de Longo maï) que les fondateurs ont évité le nom de « communauté » et choisi l'appellation « Coopérative européenne Longo maï »⁷, voulant ainsi marquer leurs liens avec le mouvement ouvrier et ses coopératives ouvrières.

La démarche des fondateurs était politique et basée sur deux axes: dénoncer les méfaits de la société moderne, comme ils l'avaient fait au sein de Hydra

et de Spartakus, mais cette fois-ci en essayant de vivre en même temps la vie dont ils avaient envie, sans attendre « la lutte finale » et les « lendemains qui chantent », si chers aux communistes/marxistes/maoïstes et autres « istes »... Dans la pratique, la coexistence de ces deux orientations était délicate et il y a toujours eu entre elles – jusqu'aujourd'hui – une tension permanente⁸. Les fondateurs de Longo maï avaient horreur du langage gauchiste où, à l'époque, on entendait toutes les deux phrases les mots « capitalisme », « impérialisme » et « CIA ».

La question écologique n'était pas présente au début de Longo maï, ou alors elle était vue de façon critique. Longo maï, on l'a dit, ne se considérait pas comme un mouvement écologiste et, de plus, cette question n'était pas aussi présente dans la société qu'aujourd'hui. Les « Longo maïens » jetaient le même regard sur la question écologique que sur

7. « Longo maï » est une vieille formule de salutation provençale qui signifie « longue vie » ou « long chemin ».

8. Ceci n'a pas empêché Longo maï de lancer de nombreuses campagnes politiques et d'être à l'origine de nombre d'associations. Pour ne mentionner que les axes principaux de cet engagement politique, mentionnons le soutien aux réfugiés et aux immigrés, contre la construction d'une « forteresse Europe » (action « Places gratuites » pour l'accueil des réfugiés chiliens en 1973; création du Comité européen de défense des réfugiés et immigrés, CEDRI, en 1982), le soutien aux médias libres (création de la Fédération européenne des radios libres, FERL, en 1987), la recherche d'une troisième voie entre système capitaliste et système post-stalinien (création du Forum civique européen, FCE, en 1989) et la promotion du multiculturalisme et des relations pacifiques entre les communautés en ex-Yougoslavie (en 1992, création, sur place, du Réseau alternatif d'information AIM, et, en Suisse, de Causes communes Suisse). Longo maï a organisé sur ces différents thèmes des rencontres internationales qui ont réuni des centaines de personnes du monde entier.



la question féministe. Ces questions, comme c'était d'ailleurs le cas dans le mouvement ouvrier et les partis communistes de l'époque, dont nombre de fondateurs étaient issus, étaient considérées comme des problèmes de luxe : c'étaient les riches qui pouvaient se permettre de s'occuper de ce genre de problèmes. Les fondateurs de Longo maï (comme ses membres d'aujourd'hui) n'aimaient pas une certaine forme d'écologisme, et ils avaient leurs raisons : nombre de jeunes et de moins jeunes qui venaient à Longo maï semblaient avoir « vu la lumière », faisant du prosélytisme pour la culture macro-biologique comme remède universel à tous les maux du monde. Les fondateurs se méfiaient tout autant de certains écologistes et pacifistes qui manifestaient contre les centrales nucléaires ou contre la course à l'armement, car ils estimaient que ceux-ci s'occupaient de causes où le rapport de force était trop défavorable. Ainsi, les luttes et les grandes manifestations de masse contre les armes nucléaires ou l'énergie nucléaire étaient boudées. On se méfiait (certains conservent aujourd'hui cette méfiance) des mouvements de masse, car qui dit mouvement de masse dit leaders et qui dit leaders dit manipulations... Les fondateurs de Longo maï préféraient agir concrètement, être maîtres de ce qu'ils faisaient, et partir de leurs propres expériences pour proposer des solutions à des problèmes précis.

On ne pratiquait pas l'agriculture biologique, car l'agriculture n'était pas un but en soi, mais servait à produire de la nourriture. Et comme les terres de la coopérative de Limans avaient été en friche pendant des années, les pionniers de l'époque y mettaient un peu d'engrais pour avoir une meilleure récolte. Mais tout le travail de défrichage, d'épierrage et de bûcheronnage a été fait à la main,



ce qui était tout de même assez écologique.

Malgré les critiques des fondateurs de Longo maï à l'encontre des écologistes des partis verts et malgré leur utilisation d'engrais dans l'agriculture, nombreux sont, parmi les projets et les réalisations des premières décennies de Longo maï, ceux que nous pourrions qualifier d'« écologiques ». Les anciens disent aujourd'hui que, dans la réflexion comme dans la pratique, ils tenaient à une « écologie structurelle », qui s'opposait à une vision superficielle et « technique » de l'écologie. Voyons comment ils concevaient cette « écologie structurelle ».

**À la base des coopératives :
micro-économie,
« trépied économique »,
propriété collective et autogestion**

Après l'achat de 300 hectares en Provence et la fondation de la coopérative de Limans, Longo maï a créé de nombreuses autres coopératives dans des pays européens : certaines d'entre elles ont été dissoutes par la suite, soit à la suite de problèmes internes, soit à cause de problèmes avec les autorités, comme ce fut le cas en Allemagne (RFA) en 1975.

La réflexion à la base de la création et du développement de ces coopératives a été la suivante (aujourd'hui ces idées sont relativement répandues, mais à l'époque les « Longo maïens » étaient traités de doux rêveurs par tout le monde) :

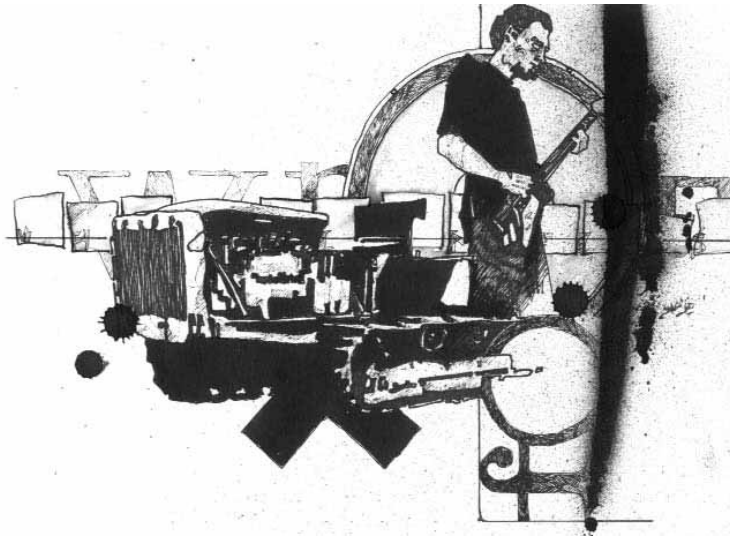
L'agriculture industrielle, basée sur les monocultures et les exportations, provoque la pauvreté et l'exode rural, au Nord comme au Sud, et même la famine dans le tiers monde. Ce mode de production ne prive pas seulement les populations paysannes (des deux hémisphères) de leur pain, mais aussi de leur indépendance et de leur culture, en les soumettant aux fournisseurs de semences, d'engrais ou de machines agricoles et en les enfermant dans l'endettement. Le développement, partout dans le monde, de réseaux de « micro-économie » contrôlés par les producteurs eux-mêmes est la seule réponse possible à ce problème structurel, qui engendre l'exploitation de l'homme et la destruction de l'environnement.

Dans la pratique, il faut tout d'abord faire, dans une région donnée, une évaluation des possibilités de production agricole et artisanale, qui dépendent de la quantité d'eau disponible naturellement, des sols, de la végétation naturelle, du pourcentage de surfaces boisées, etc. Il faut ensuite concevoir un plan de pro-

duction, basé sur le « trépied économique » : agriculture, élevage, artisanat. On échangera les produits traditionnels des régions de montagne comme la viande, la laine et le bois contre des biens qui ne peuvent être produits dans une région de montagne, comme le vin. L'équilibre qui existait autrefois entre les régions de montagne et les régions de plaine est à recréer. La production artisanale, qui nécessite souvent beaucoup d'électricité, sera installée de préférence près d'un ruisseau, pour utiliser le courant hydraulique. Pour compléter les revenus, on développera le tourisme à la ferme. Les productions agricoles seront le plus possible transformées et vendues sur place, pour éviter les intermédiaires coûteux et pour pouvoir maîtriser les filières de production du début à la fin.

Pour acquérir les connaissances nécessaires et arriver à s'en sortir, les jeunes de Longo maï se lançaient à la recherche des anciens savoir-faire. Ils bûcheronnaient à la hache et à la scie manuelle et débardaient le bois avec un cheval. Ils se sont initiés à la technique du câblage, permettant de sortir les troncs des arbres dans des endroits en forte pente, une technique qui était presque tombée dans l'oubli. Quant aux races d'animaux élevés à Longo maï, ce sont la plupart du temps d'anciennes races adaptées aux conditions locales, mais qui sont souvent en voie de disparition, car pas assez « productives ».

La filière de la laine est l'une des filières de production les mieux développées au sein des coopératives Longo maï, surtout depuis que le mouvement a repris, en 1976, une ancienne filature à Chantemerle, près de Briançon, dans les Hautes-Alpes. C'est là qu'est triée, lavée, filée, tissée et tricotée la laine des troupeaux de Longo maï ainsi que celle de nombreux autres éleveurs de la



région, avec laquelle on confectionne des vêtements et des couvertures. La vente est effectuée dans le magasin sur place, sur des marchés et par correspondance: il n'y a donc pas d'intermédiaires.

Plusieurs coopératives travaillent dans la filière du bois, notamment la coopérative de Treynas, sur le haut-plateau ardéchois, à une altitude de 1000 mètres. Dans ce hameau vivaient autrefois une centaine de personnes, mais aujourd'hui il ne reste plus que quelques résidences secondaires peu fréquentées. La nature y offre pourtant de nombreux produits: des fruits, noix, myrtilles, pommes et même des cerises, ainsi que l'arnica médicinale, du bois de menuiserie de très bonne qualité, et, un peu plus bas, les fameuses châtaignes. La coopérative de Treynas exploite la forêt jusqu'alors laissée à elle-même et transforme le bois en bois de charpente ou de construction et en meubles. Le bois y est évidemment aussi utilisé pour le chauffage, comme dans presque toutes les coopératives de Longo maï.

Longo maï compte aujourd'hui onze coopératives. Cinq d'entre elles sont situées en France: celle de Limans, en Provence, qui abrite aussi la radio associative «Radio Zinzine»; la coopé-

rative viticole «La Cabrery», dans le Lubéron, qui produit maintenant du vin biologique; une coopérative maraîchère dans la Crau, qui produit des légumes biologiques depuis 1991 et où les surplus sont transformés dans une petite unité de conserverie (alors qu'habituellement on les jette, dans cette région de production intensive de fruits et légumes); la coopérative de Treynas, en Ardèche, et enfin la filature de laine de Chantemerle, dans les Hautes-Alpes. En Autriche, on trouve la coopérative «Stopar», en ex-RDA la coopérative «Ulenkrug», en Ukraine «la Maison Commune» et en Suisse la ferme du Montois ainsi qu'un bureau à Bâle. Au Costa Rica, des membres de Longo maï ont fondé en 1978 la «Finca Sonador», pour y accueillir des réfugiés nicaraguayens, puis salvadoriens.

Ces coopératives sont organisées sur une base autogestionnaire: chacune d'entre elles décide elle-même des affaires qui la concernent, en assemblée générale; les questions regardant Longo maï dans son ensemble sont discutées dans des réunions intercoopératives. Il n'y a pas de hiérarchie formelle, ni de règles écrites, et l'on peut dire que les deux seules règles formelles (non écrites)

sont que les décisions doivent se prendre dans des réunions rassemblant les personnes concernées et que la propriété est collective. À ceci s'ajoutent certaines règles implicites (par exemple la transparence : qui fait quoi ?), mais celles-ci peuvent évoluer dans le temps, voire varier d'une coopérative à l'autre. Il y a entre les coopératives une grande mobilité : nombreux sont les « Longo maïens » qui partagent leur temps entre plusieurs coopératives, en fonction des besoins de ces coopératives et de leurs envies personnelles.

Les échanges de produits et de services à l'intérieur des coopératives et entre les différentes coopératives ne sont pas monnayés, ni troqués sur une base de stricte réciprocité, et les coopérateurs ne reçoivent pas de salaires. Tous les besoins financiers sont couverts par une caisse commune⁹ (celle de chaque coopérative ou la caisse centrale, selon le type de dépenses et leur importance), les dépenses importantes sont discutées en commun ; pour les besoins personnels, une cuisine collective assure l'alimentation dans chaque coopérative et, pour le reste, chacun se sert des biens disponibles selon ses besoins – pour ses besoins financiers, chacun négocie en

réunion de coopérative. Contrairement à la pratique des SEL ou des SELT¹⁰, on ne cherche donc pas, à Longo maï, à réaliser des échanges « équitables ». Le principe admis dans toutes les coopératives est ainsi la propriété collective, des biens de consommation comme des lieux d'habitation, des infrastructures et des moyens de production.

Pour garantir que la terre (moyen de production par excellence) acquise par Longo maï ne puisse jamais être « privatisée » par un petit groupe – pas même par une coopérative isolée – une structure juridique a été créée en 1978, le « Fonds de terre européen ». Géré par des représentants de toutes les coopératives, ce fonds est le propriétaire légal des biens fonciers de toutes les coopératives. Mais il a aussi un objectif plus général : il vise à lutter contre l'exode des populations des régions de montagne et à encourager le repeuplement et la réutilisation des « ressources agricoles et autres ressources naturelles dans les régions de montagne et les régions périphériques européennes »¹¹. À ce titre, il peut aussi aider des personnes ou des groupes à l'extérieur de Longo maï à acquérir des terres dans ces régions. Comme le souhait des coopérateurs de Longo maï a toujours été de susciter la naissance d'initiatives semblables à la leur partout en Europe, et même ailleurs, les coopératives sont des lieux ouverts où jeunes et moins jeunes intéressés à ce genre de projets peuvent séjourner et participer aux activités, gratuitement et sans aucune formalité. Pour la même raison, les « Longo maïens » ont aidé (par des conseils, une participation au travail de mise en route, ou des soutiens en produits ou en finances) des jeunes et des moins jeunes à créer des coopératives autogérées (indépendantes de Longo maï) en Hongrie, en Allemagne, en Belgique et en Espagne.

9. La caisse commune de chaque coopérative est alimentée par trois ressources principales : la vente des produits, des subventions diverses et des dons, qui peuvent être directs ou redistribués par la caisse commune, située en Suisse (d'où proviennent la majorité des dons).

10. Sur les SEL (Système d'échange local) et les SELT (Système d'échange local au temps), voir l'article de Pablo Servigne dans le présent numéro de *Réfractations*, ainsi que les articles publiés dans le numéro 9 de *Réfractations (Au-delà de l'économie : quelles alternatives ?)* par Bernard Gilet (« Un exemple d'alternative : les SEL », p. 63-67) et Jean-Louis Do (« Du SEL au SELT », p. 69-74).

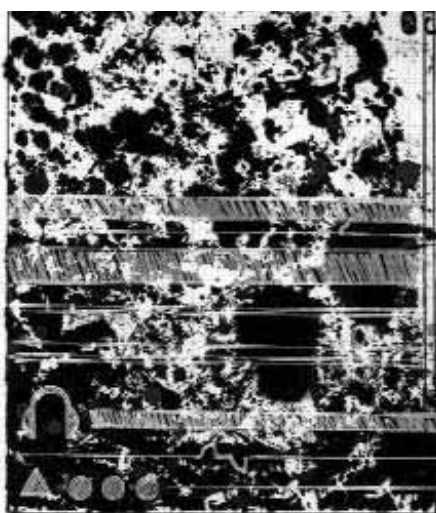
11. Acte de Fondation du « Fonds de terre européen » selon l'acte constitutif du 24.2.1978 et l'avenant du 5.12.1994.

Propositions et actions de Longo maï concernant les questions écologiques

*Actions en faveur des petits paysans
et propositions dans le domaine forestier*

En 1976, Longo maï lance une grande action en faveur des nombreux petits paysans français dont l'exploitation est menacée par une sécheresse exceptionnelle. Les jeunes de Longo maï récoltent du foin en grande quantité chez des paysans, en Provence et en Suisse, et le transportent vers les paysans français les plus nécessiteux. En même temps, ils accompagnent leur action d'une présence médiatique et revendicative.

Constatant que de nombreuses personnes sont prêtes à s'engager en faveur des régions de montagne, Longo maï cherche à « créer les bases matérielles d'une revitalisation de ces régions à long terme¹² ». En octobre 1977, le mouvement présente le « Programme d'urgence pour les régions de montagne européennes ». Celui-ci contient diverses « propositions pour empêcher le départ des populations de la montagne », qui sont notamment



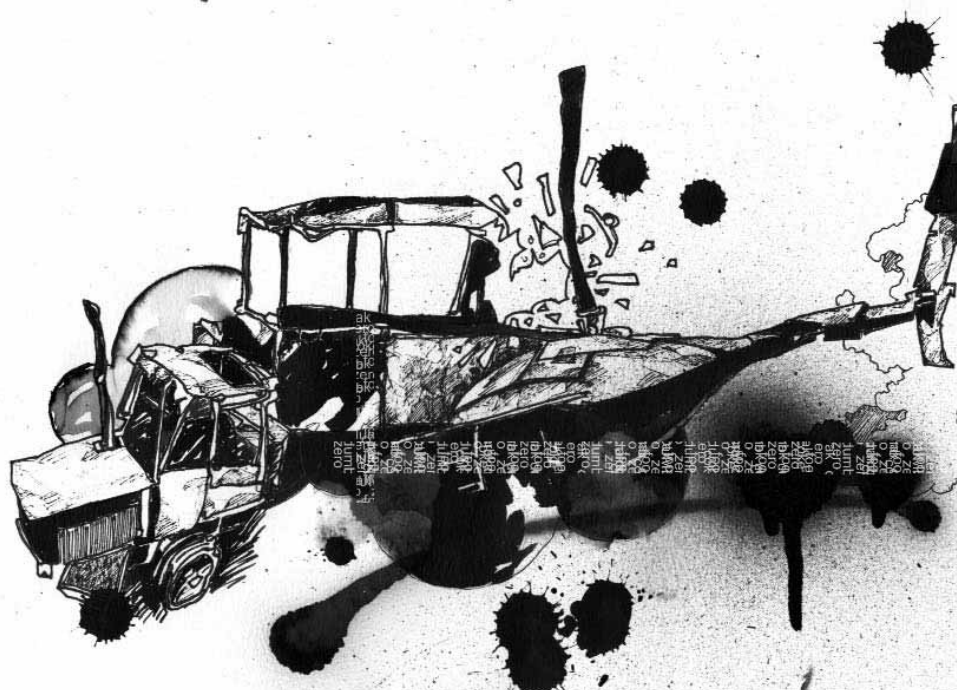
Longo maï, un projet écologique ?

les suivantes : fondation d'entreprises coopératives et communales ; distribution coopérative des produits de montagne de haute qualité par le contact direct avec les consommateurs ; développement d'un tourisme populaire, de contacts humains entre familles de paysans et citadins. En 1979, après les grands incendies de l'été, la « commission forêt » de Longo maï élabore des « propositions pour un programme d'action dans le domaine forestier », un projet très détaillé d'entretien de la forêt française ; celle-ci est en effet très mal exploitée, ce qui constitue la cause principale des incendies de forêts. À ceci s'ajoute une absurdité dénoncée par le mouvement : la France « importe ses meubles de l'étranger », alors qu'en 1997 un quart de son territoire est occupé par la forêt.

*Propositions pour une relance
de l'élevage ovin*

Le mouton était autrefois, avec la forêt, la base de l'économie locale de montagne. Grâce au mouton, les paysans de montagne produisaient la laine dont ils faisaient leurs vêtements, couvertures ou tapis, ou qu'ils utilisaient comme matériel d'isolation dans leurs maisons ; sa viande les nourrissait ; le lait des brebis était parfois transformé en fromage ; les peaux étaient utilisées de multiples manières et le fumier allait engraisser le jardin... Dès sa fondation, Longo maï s'était beaucoup investi dans l'élevage ovin, conformément à ses réflexions déjà évoquées sur la « micro-économie » et le « trépied économique » et en fonction des ressources naturelles des régions où s'étaient implantées ses coopératives.

12. Gotthard Klingler, « Bulletin d'information sur la fondation et la première action du Fonds de crise », document interne de Longo maï.



Ainsi, en 1982, après avoir pratiqué l'élevage ovin dans différents pays pendant neuf ans, les «Longo maiens» élaborent un projet intitulé *Propositions pour une relance de l'élevage ovin*.

Pourquoi l'élevage ovin est-il si important pour Longo mai? Le mouvement a constaté qu'en France la surface des terres en friche (4 millions d'hectares en 1982) augmente sans cesse, à la suite de la concentration des exploitations agricoles sur les seules terres où les gros engins peuvent évoluer, du gel spéculatif des zones à vocation touristique, de la dévalorisation du travail agricole, etc. Cet abandon des terres «difficiles» ou «non rentables» entraîne de plus en plus de catastrophes naturelles: incendies, avalanches, glissements de terrain, inondations, érosions diverses, etc. Or l'élevage ovin est un des moyens les

mieux adaptés et les moins coûteux pour exploiter et entretenir ces terres marginalisées, en complémentarité avec un travail de débroussaillage. Longo mai dénonçait, en 1982 déjà, une tendance qui «prédomine dans l'élevage du mouton, [celle] d'industrialiser les méthodes: augmentation artificielle de la productivité, techniques hors sol etc., afin de faire face à la concurrence impitoyable du marché mondial.» Mais le mouvement remarquait simultanément que «cette politique [...] n'empêche pas la France d'être déficitaire en viande de mouton» et d'en importer d'énormes quantités, alors même que «peu à peu les élevages traditionnels disparaissent»¹³. Jugeant urgent de renverser cette tendance, Longo mai a proposé «d'installer dans les régions en voie d'abandon des groupes de bergers pratiquant un élevage plus extensif, en profitant des innombrables possibilités de pâturage», tout en soulignant que c'était aussi une façon de créer des emplois¹⁴.

13. *Propositions pour une relance de l'élevage ovin*, Coopérative Européenne Longo mai, 1982.

L'idée la plus originale de ce projet est certainement celle de créer des «banques de moutons»: au lieu de prêter de l'argent, des conseils locaux prêteraient des brebis portantes à des jeunes voulant s'installer à la campagne; ces brebis formeraient ainsi la base d'un troupeau. Au bout de quelques années, quand le troupeau serait devenu grand et «rentable», les bergers devraient rendre les brebis «empruntées» à la banque. Par la suite, Longo maï a souvent joué ce rôle de «banque de moutons» pour des bergers débutants, mais il s'agissait d'une banque particulièrement généreuse, car ces prêts ont presque toujours fini par être convertis en dons.

L'Almanach Buissonnier

Les coopérateurs de Longo maï, pour la plupart issus de milieux urbains, s'étaient lancés à la recherche des savoir-faire perdus des traditions paysannes, dont ils avaient besoin dans leur travail quotidien. En 1980, ils décident de publier les savoirs agricoles et artisanaux qu'ils ont redécouverts dans un magazine trimestriel, qui s'inscrit dans la tradition des vieux almanachs paysans, qui recensaient pour chaque saison les travaux à effectuer. Ce qui importe, écrivent-ils, ce n'est pas tant «de découvrir des idées et des techniques nouvelles, mais plutôt de réapprendre beaucoup de choses simples, oubliées suite à l'évolution de nos sociétés. Tout le monde sait à présent ce qu'est devenue l'agriculture, industrialisée à outrance, et tout le monde connaît aussi les méfaits d'une urbanisation excessive et sauvage. *L'Almanach Buissonnier* se propose de répondre à ces nouveaux besoins d'informations pratiques et de réflexions plus calmes»¹⁵. *L'Almanach* paraîtra de 1980 à 1984.

Longo maï, un projet écologique?

Réalisations et projets écologiques aujourd'hui

Nous sommes aujourd'hui en 2007, trente-quatre ans après la création de Longo maï. Longo maï a changé, et va encore changer, heureusement! De nombreux jeunes et moins jeunes sont attirés par ces coopératives, même les jeunes qui y sont nés. Ces nouveaux membres apportent leurs idées, leurs projets, leurs envies. La question de la façon de vivre et de produire au quotidien a souvent pour eux une importance primordiale. Leur dégoût face à la société ultralibérale et industrialisée à outrance est très fort et s'accompagne souvent d'un certain sentiment d'impuissance, qui les pousse à mettre au premier plan la recherche d'une plus grande autonomie des coopératives.

L'autonomie énergétique

Dès que Longo maï a remis en activité la filature de Chantemerle, c'est-à-dire dès 1976, l'approvisionnement en électricité de cette petite usine artisanale, qui traite 12 à 15 tonnes de laine brute par an, a été assuré par une petite turbine électrique alimentée par le torrent voisin. Cette turbine produit près de 350 000 kWh par an; la majeure partie de ce courant est utilisée par les machines. Comme il n'a pas été possible de négocier avec EDF (Électricité de France) un accord d'interconnexion qui aurait permis, dans les périodes où le torrent a un haut débit, d'injecter le reste de l'énergie dans le réseau public, ces surplus sont utilisés pour le chauffage des locaux, comme complément du chauffage au bois.

14. *Ibid.*

15. Avant-propos du premier numéro de *L'Almanach Buissonnier*, in: Beatriz Graf, *op. cit.*, p. 120.

De même, la coopérative du Montois (dans le Jura Suisse) a installé en 1996 une petite centrale hydraulique sur son terrain. Cette installation alimentée par un ruisseau et une source produit en moyenne 100 000 kWh par an; le tiers de cette énergie est utilisé pour couvrir les besoins de la ferme et ceux des habitants (10 à 15 personnes). Comme ici il n'a pas été difficile de négocier un accord d'interconnexion avec un producteur d'électricité régional, les deux tiers de la production restants sont injectés dans le réseau public. Les coopérateurs du Montois ont également installé des panneaux solaires thermiques sur le toit de la ferme, qui assurent la préparation d'eau chaude et fournissent un chauffage d'appoint, du printemps à l'automne; le reste du chauffage est assuré par un chauffage à bois alimenté par le combustible local.

En 2006, Longo maï a commencé de réaliser un projet énergétique d'envergure dans la coopérative de Ulenkrug, dans le land de Mecklembourg-Poméranie occidentale (ancienne RDA), où vivent près de vingt adultes et dix enfants. Après avoir mené à bien, depuis la fondation de la coopérative, en 1995, de nombreux projets environnementaux, à côté des travaux de rénovation et de construction, des activités politiques ou culturelles et de la pratique de l'agriculture, les coopérateurs d'Ulenkrug ont mis au centre de leurs prochains objectifs la réalisation d'une alimentation de la ferme en énergie propre (solaire,

éolienne et autres énergies renouvelables) et la récupération des eaux usées¹⁶, pour l'irrigation du jardin durant les périodes de sécheresse et l'alimentation en eau sanitaire¹⁷. Aujourd'hui, ils ont déjà installé des panneaux solaires sur les toits de l'habitation et de l'étable: des capteurs photovoltaïques d'une capacité de production annuelle d'environ 30 000 kWh et 92 m² de capteurs pour le chauffage de l'eau sanitaire et comme chauffage d'appoint des locaux. Comme chauffage principal, ils ont installé une chaudière à granulés de bois, qui ravitaille un chauffage mural à basse température¹⁸.

D'autres projets d'utilisation des énergies renouvelables sont en préparation dans différentes coopératives.



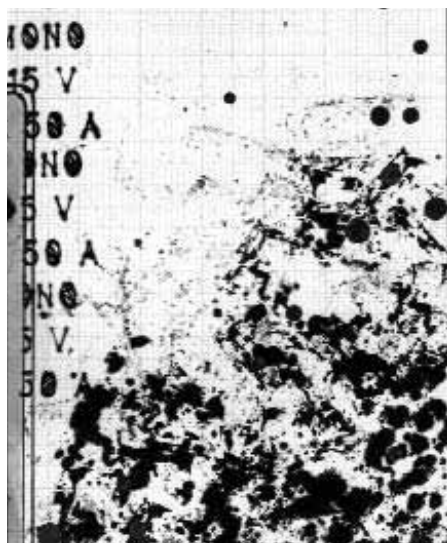
Le développement des constructions écologiques

Depuis toujours, les membres de Longo maï ont cherché à développer, ou à redécouvrir, des techniques de construction des bâtiments adaptées à leurs régions. Ce faisant, ils ont essayé d'utiliser au maximum les matériaux disponibles sur place et de réaliser des bâtiments économisant l'énergie, mais aussi de privilégier des techniques simples, permettant à chacun de participer au travail (« auto-construction »),

16. Walter Lack, l'initiateur de ces projets, a édité un livre sur l'épuration des eaux usées au moyen de plantes: *Abwasserreinigung mit Pflanzen, Bauanleitungen für vier bis 400 Einwohnern*, Stauf, Ökobuchverlag, 2006.

17. Voir: Réseau « Ferme solaire » Ulenkrug, Coopérative Européenne Longo maï, 2007.

18. *Ibid.*



*Le développement de l'autonomie
alimentaire et la recherche
des anciennes variétés de céréales*

Ces dernières années, la production de céréales a été intensifiée dans différentes coopératives de Longo maï. Depuis toujours, les coopératives qui avaient assez de terres pour se le permettre cultivaient des céréales, mais, la plupart du temps, ces céréales étaient en premier lieu destinées à nourrir les animaux. Depuis quelques années, les coopératives ont recommencé de produire des céréales pour en faire de la farine, puis du pain. Cette production va de pair avec une recherche des variétés anciennes, et cela pour différentes raisons : ces variétés anciennes sont plus résistantes aux maladies et l'on peut utiliser les semences récoltées (si elles ne sont pas hybrides) pour la récolte suivante, ce qui diminue la dépendance

conjuguant ainsi recherche d'écologie et recherche d'autonomie. En Provence, la coopérative de Limans a expérimenté de nombreuses techniques anciennes : des maisons en paille, en bois, en briques de terre non-cuite, en pierres sèches, etc. Aujourd'hui, comme les coopérateurs sont toujours trop nombreux par rapport aux places disponibles dans les maisons existantes, plusieurs personnes ont pris des initiatives innovatrices : un jeune s'est formé dans la construction de maisons en rondins de bois, des « fustes », et il a déjà bâti une petite maison en rondins. Il a prévu d'en construire plusieurs. Quelqu'un d'autre en avait assez de vivre dans une roulotte depuis trente-cinq ans et a construit une maison en bois, en terre et en paille. Cette maison est très agréable : l'isolation est si bonne qu'en été, lorsqu'au dehors il fait trente-cinq degrés, il fait presque trop frais à l'intérieur... Dans une autre construction en pierres sèches – c'est désormais ce type de bâtiments qui domine à Limans – on a réalisé une isolation en chanvre. En Allemagne, la coopérative de Ulenkrug a fait des expériences semblables.



vis-à-vis des entreprises agro-industrielles. La dernière raison de ce choix des variétés traditionnelles est que la composition de ces céréales est plus équilibrée, car elles n'ont pas été « sur-sélectionnées » dans le but d'améliorer leur rendement et de faciliter la confection du pain ; ces variétés anciennes seraient donc nettement meilleures pour la santé. Ainsi, il n'est pas exclu que l'allergie au gluten, qui augmente fortement en Europe, soit causée par la consommation des céréales industrielles... Outre les céréales, les coopératives ont aussi recommencé à produire, pour couvrir leurs besoins alimentaires, des légumineuses : lentilles, pois chiches, haricots, etc.

Longo maï, un projet écologique ?

*Les semences et la collaboration
avec l'association « Kokopelli »*

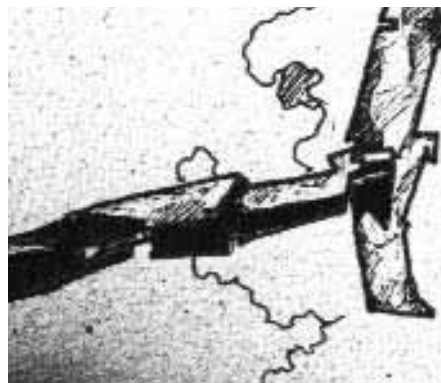
Depuis octobre 2004, plusieurs coopératives de Longo maï se sont lancées dans la production de semences des variétés anciennes. En 2005, elles ont participé à l'organisation des Rencontres de la biodiversité d'Arles, qui « avaient pour but de mettre en évidence l'idée que la biodiversité des espèces domestiques était encore bien présente dans le monde paysan, dans les jardins et vergers familiaux. Gravement menacée par l'industrialisation de l'agriculture et de l'élevage qui prône l'uniformisation, elle a pu se conserver grâce à quelques passionnés et convaincus qui contre vents et marées se battent depuis des années face au rouleau compresseur des multinationales de l'agro-alimentaire »¹⁹.



19. Sylvie Séguin, « Rencontres paysannes en Provence », *Nouvelles de Longo maï*, n° 88, février 2005.

20. Kokopelli est un personnage de la mythologie millénaire des trois Amériques : c'est un joueur de flûte bossu, dont la bosse symbolise un sac de semences.

21. Extrait d'un prospectus d'information de l'association Kokopelli, décembre 2006.



Les coopératives de Longo maï font désormais partie de ces « passionnés » !

Dans le domaine, de la production de semences, les coopératives françaises de Longo maï ont noué une collaboration importante avec l'association Kokopelli²⁰. Depuis plusieurs années, les membres de Kokopelli organisent des stages d'initiation à la production de semences à la coopérative de Limans (un nouveau stage est prévu en 2007). L'association Kokopelli propose à ses membres de cultiver une variété traditionnelle particulière (par exemple une tomate, une laitue ou une carotte), qu'ils vont conserver dans leur jardin au fil des années et dont ils vont reproduire les semences. Son but est de créer « des milliers de jardins Kokopelli dont chacun soit le refuge régénérateur d'au moins une variété potagère ! »²¹

Si Kokopelli cherche ainsi à contribuer à la sauvegarde des souches de semences anciennes en France, ses activités ne se limitent pas à l'Europe. L'association a en effet lancé en 2004 une campagne intitulée « Semences sans frontières », dans le cadre de laquelle elle récolte des variétés anciennes dans les pays les plus pauvres du monde, tout en diffusant gratuitement des semences dans ces mêmes pays ; ces activités sont complétées par l'organisation de séminaires de production de semences et par la création de fermes/écoles de semences.



En 2007, Longo maï va soutenir l'association Kokopelli dans les problèmes que celle-ci rencontre actuellement avec la justice française. En 2004, elle a en effet été condamnée pour avoir illégalement produit et diffusé des semences, sur plainte du Ministère de l'agriculture et de la Fédération nationale des professionnels de semences potagères et florales. Aujourd'hui, Kokopelli a perdu un procès en appel à Nîmes, mais l'association continue pourtant le combat, en portant l'affaire devant la Cour européenne. Longo maï, qui voit dans ce procès un enjeu actuel d'une grande importance symbolique, va essayer de faire connaître Kokopelli dans différents pays européens et de soutenir sa lutte. Plusieurs membres de Longo maï sont très impliqués dans les activités de Kokopelli et les collaborations sont en augmentation.



Longo maï, un projet écologique ?

Conclusion

Longo maï et l'écologie aujourd'hui

Longo maï se tourne aujourd'hui davantage vers la recherche d'une indépendance, notamment au niveau de sa nourriture et de son approvisionnement en énergie, tout en se solidarissant avec d'autres personnes ou collectifs qui se battent pour les mêmes causes. La majorité des membres de Longo maï trouvent qu'aujourd'hui la question écologique est un enjeu politique de première importance, à condition de la considérer sous un angle structurel et non pas d'un point de vue technique, comme on le fait par exemple dans le récent film d'Al Gore, *Une vérité qui dérange*, ou dans la majorité des mouvements qui se disent écologistes ou verts. La revendication de l'autonomie alimentaire et énergétique des collectivités ou des groupes humains devient en effet de plus en plus un combat politique.

À l'heure où le changement climatique est au centre des préoccupations, et où les questions des OGM, du brevetage du vivant, du contrôle de la production des semences et de la lutte pour la terre, l'eau et les ressources énergétiques deviennent des questions sociales majeures, il est plus important que jamais d'expliquer les enjeux politiques de ces questions écologiques et de ne pas les laisser aux techniciens de l'écologie. Aujourd'hui, les supermarchés et les multinationales, largement responsables, avec l'agrobusiness, de la destruction de l'environnement naturel, redoutent leur blason en vendant des produits soi-disant « biologiques » et « équitables », ou en proposant à leurs clients des biocarburants et des énergies renouvelables... En Suisse, une des deux plus grandes chaînes de distribution, Coop, a même reçu un prix décerné par le Contre-forum

de Davos, pour son « comportement responsable » et « son rôle de pionnier en faveur de l'agriculture biologique »²² ! Le système capitaliste peut très bien produire des aliments « bio » sur des surfaces énormes, en exploitant les travailleurs agricoles – généralement migrants, voire clandestins – comme des esclaves modernes. Ou encore produire des biocarburants de la même manière, en chassant de leurs terres les petits paysans du Sud et en privant ainsi la population locale de nourriture dans de nombreuses régions de la planète. Après les alertes actuelles sur le réchauffement de la planète, nous pourrions ainsi assister à une augmentation des famines consécutive au développement de la production de biocarburants !

Les membres de Longo maï sont d'accord sur le fait que ces problèmes ne peuvent être résolus sans un changement socio-économique profond. Des divergences existent par contre en ce qui concerne les façons de lutter pour un tel changement social. Un exemple : ces dernières années, des membres des différentes coopératives de Longo maï ont mené plusieurs campagnes sur trois thèmes principaux, dont la démarche est contestée par certains. La première de ces campagnes, menée de 2002 à 2004, s'opposait à la fermeture de la Centrale lainière suisse et demandait le développement d'une politique de transformation décentralisée de la laine.

S'appuyant sur une pétition signée par 20 000 personnes et intitulée « Brûler la laine de nos 400 000 moutons, un non-sens écologique, économique et culturel ! », elle a eu gain de cause : la centrale lainière est restée ouverte jusqu'à aujourd'hui et la Confédération suisse a accordé un crédit annuel pour des initiatives de transformation de la laine au niveau local. Dans le Jura, Longo maï a créé l'Association « Laine d'ici », qui réunit des éleveurs, des transformateurs de laine et d'autres personnes intéressées : c'est la première association de ce genre en Suisse.

Une seconde campagne, commencée en 2001 et toujours en cours, vise à dénoncer l'agriculture industrielle, en donnant l'exemple de la situation qui règne à El Ejido, en Andalousie, où 60 000 sans-papiers sont employés dans des conditions d'esclavage. Lors de nombreux voyages à El Ejido et dans d'autres localités d'Andalousie, des membres des coopératives ont instauré une collaboration très étroite avec le SOC (Sindicato Obreros del Campo) et Longo maï a apporté une aide financière importante à ce syndicat pour l'ouverture de deux locaux. Le Forum civique européen, fondé par Longo maï en 1989, a aussi publié un livre sur l'exploitation des sans-papiers dans l'agriculture industrielle en Andalousie et une brochure sur la situation dans d'autres pays européens²³.

22. « Public Eye Positive Award », janvier 2007 (<http://www.evb.ch/fr/p11686.html>).

23. *El Ejido, Terre de non-droit. Rapport d'une commission internationale d'enquête sur les émeutes racistes de février 2000 en Andalousie*, Coédition Golias/Forum Civique Européen, Bâle/Limans, 2000 ; *Le goût amer de nos fruits et légumes, l'exploitation des migrants dans l'agriculture intensive en Europe*, Forum civique européen/Association pour un nouveau développement, Limans/Bâle/Corenc, 2002.



Longo maï, un projet écologique ?

Enfin, une troisième campagne est en cours, depuis 2006, contre la nouvelle politique agricole en préparation au Parlement suisse (ou « Politique agricole 2011 ») : une pétition signée par 37500 personnes a été déposée pour demander au Parlement de renoncer à cette réforme qui entraînerait une gigantesque concentration du secteur agricole suisse (qui comprend encore beaucoup d'exploitations petites ou moyennes) et de favoriser l'agriculture de proximité. Cette démarche est accompagnée d'une campagne de promotion de l'agriculture dite « contractuelle »²³.

Ces campagnes, largement médiatisées en Suisse, sont controversées à l'intérieur de Longo maï. Certains pensent en effet qu'elles ne font que dénoncer certaines conséquences du modèle capitaliste, sans remettre directement et explicitement en question sa structure et ses règles.

Cette critique, qui ne concerne pas uniquement les questions écologiques, mais une approche de l'engagement politique en général, joue certainement un rôle important à Longo maï, en mettant en garde contre un activisme mal réfléchi et trop émotif, dans lequel il est facile de tomber, vu le grand nombre de problèmes qui se présentent aujourd'hui comme urgents. Mais cette critique

23. L'agriculture contractuelle se fonde sur le partage de la responsabilité entre producteurs et consommateurs, sur la base d'un contrat. Ce système permet de nouer des contacts directs entre l'agriculteur et le consommateur, d'établir des prix convenables pour l'un et de garantir des produits de qualité cultivés dans des conditions de travail acceptables pour l'autre, tout en évitant le gaspillage énergétique engendré par les longs transports habituels dans l'agro-alimentaire industriel. Il est ainsi proche du système des AMAP que Pablo Servigne présente dans son article « L'Anarchie par les plantes », dans le présent numéro de *Réfractations*.

s'accompagne d'un rejet de la majorité des organisations et mouvements sociaux, tels que les syndicats, partis politiques, médias, ONG, etc., ainsi que de leurs militants. Le refus de collaborer avec des personnes critiques faisant partie de ces institutions se traduit par une attitude dogmatique et fermée contre laquelle les fondateurs de Longo maï se sont justement insurgés il y a trente-cinq ans et que la plupart d'entre eux continuent d'ailleurs de rejeter. Une telle attitude contribue à isoler Longo maï et elle est une des causes d'une certaine diminution de l'engagement politique du mouvement au cours des dix dernières années; celles et ceux qui adhèrent à ce point de vue pensent en effet qu'il faut surtout développer les coopératives, en se fédérant avec d'autres projets semblables, collectifs et politisés. Pour eux, la meilleure façon de s'engager politiquement est de sortir le plus possible de la société capitaliste et de commencer dès aujourd'hui à créer une contre-société.

Je suis d'avis, comme une partie des membres du mouvement – dont la majorité des fondateurs –, que Longo maï perdrait beaucoup à ne coopérer qu'avec des initiatives certes intéressantes, mais marginales, et qu'il faut donc

continuer de rechercher des alliances avec des personnes ou des initiatives intéressantes et critiques vis-à-vis du système, indépendamment de leur appartenance à des institutions, à des ONG ou à des partis. Je pense donc que les campagnes menées ces dernières années en Suisse et en Andalousie sont pertinentes – car pour dénoncer l'absurdité (pour ne pas dire la criminalité structurelle) de l'économie néolibérale, on doit se baser sur des exemples concrets – et que nous avons raison de chercher à donner à cette dénonciation le plus large écho possible, également s'il faut pour cela passer par les médias «bourgeois».

Caroline Meijers

Vit et travaille depuis 1982 dans les coopératives de Longo maï d'abord en France, puis depuis 1993 au Montois, dans le Jura suisse. Elle s'est occupée d'élevage et d'animation radio et elle a (co-)organisé de nombreuses campagnes dans son pays natal, les Pays-Bas. Depuis 2000, elle est active dans plusieurs mouvements de soutien aux sans-papiers.